

AFSCET

Association Française
de **Science des Systèmes**
Cybernétiques, Cognitifs & Techniques

Journées AFSCET au Moulin d'Andé

27-28 juin 2009

Essai de Lecture systémique de la Crise Mondiale

**ROBERT REICH :
SUPERCAPITALISME LE CHOC ENTRE
LE SYSTEME ECONOMIQUE
EMERGENT ET LA DEMOCRATIE : *UNE
DEMONSTRATION
D'INTERACTIONS SYSTEMIQUES
CONVINQUANTES***

Le 27 juin 2009

H. GIRON



Pour la citation de ce travail, merci d'avance d'indiquer la **référence** suivante :

Giron H. (2009) Robert REICH : SUPERCAPITALISME. Le choc entre le système économique émergent et la démocratie : une démonstration d'interactions systémiques convaincantes. *Journées AFSCET "Essai de lecture systémique de la crise mondiale"*. 8 p.

<http://www.afscet.asso.fr/crise/HGande09.pdf>

Sommaire

1.	L'ECONOMIE DE CONCURRENCE AGRESSIVE	3
1.1.	Le constat et l'annonce de la crise.....	3
1.2.	Le constat du système « schizophrénique » émergeant	3
2.	COMMENT EN ES-T-ON ARRIVE LA ?	6
2.1.	La société américaine de la fin de la guerre à 1973	6
2.2.	L'irruption de la concurrence acharnée en 1973.....	7
2.3.	L'entreprise peut-elle avoir un comportement socialement responsable ?	7
2.4.	La destruction de la démocratie et la faiblesse des politiques	8
3.	L'AVENIR, COMMENT EN SORTIR	9

1. L'ECONOMIE DE CONCURRENCE AGRESSIVE

1.1. Le constat et l'annonce de la crise

Publié fin 2007, ce livre est prémonitoire. Il décrit, avant l'éclatement de la crise actuelle que nous connaissons, les phénomènes des mécanismes économiques dans le système mondial d'interactions des échanges qui ne peuvent conduire selon l'auteur qu'à une catastrophe, dans le contexte actuel d'absence de « gouvernance mondiale ». Robert REICH, économiste et ancien membre du gouvernement CLINTON explique de manière convaincante la dérive du capitalisme vers ce qu'il appelle un super capitalisme.

Il convient de noter que le tableau qu'il décrit est particulièrement pertinent pour les Etats Unis et les pays anglo-saxons. Il l'est un peu moins pour des pays comme la France ou l'Allemagne où il existe un certain nombre d'amortisseurs sociaux qui limitent pour les citoyens les conséquences désastreuses de l'effondrement du système. A une homothétie près, cela ne change rien à l'enclenchement de la catastrophe au niveau mondial et pour tous.

A ce sujet, je voudrais mentionner le constat d'un géographe français qui a calculé que le coût actuel de la crise avec les pertes réalisées et les plans de relance engagés étaient équivalents à ceux générés par une guerre mondiale. En conséquence, ipso facto, non seulement, nous ne sommes pas sortis de la crise mais nous n'en avons pas encore atteint le fond. Il ne voit pas de redressement avant 10 ans.

L'observation des symptômes est évidente et nous la connaissons tous :

- Financiarisation de l'économie et développement de bulles financières,
- Concurrence de plus en plus forte,
- Appauvrissement des classes moyennes,
- Dérégulation,

Mais trois questions se posent :

- Peut-on identifier des causes premières, voire des responsables ?
- Comment a-t-on pu en arriver là ?
- Et enfin comment en sortir ?

Trois questions tout à fait simple, comme vous l'imaginez.

1.2. Le constat du système « schizophrénique » émergent

A la première question, nous pouvons affirmer que nous sommes tous schizophrènes.

Pourquoi ?

Quand on pense de manière réductrice aux responsables de la crise, on évoque spontanément ceux qui manipulent de grandes masses financières ou des stratégies produits, les traders, les banques, la grande distribution qui fait pression sur les prix, les grands patrons de l'industrie, leurs rémunérations parfois astronomiques. Etc. ; Certes, certes, tous ces facteurs ne sont pas étrangers au système mais ce ne sont que des épiphénomènes. Ils ne constituent en rien les causes premières.

C'est là que sa thèse est intéressante. En quelque sorte, qui est à l'origine du pouvoir économique ? Voilà la question.

La réponse c'est nous tous. En effet, les vrais maîtres du système sont :

- Le consommateur. Le consommateur veut des prix les plus bas possibles et n'est pas fidèle à un fournisseur. Il compare l'offre de plus en plus large et fait pression sur les prix qui se traduisent d'abord par une pression sur les salaires pour les entreprises qui vont à travers la productivité et la réduction des coûts externaliser une partie de leurs activités dans les pays à basse rémunération.
- L'investisseur, qui pour rentabiliser son capital va rechercher les meilleurs rendements et n'est pas non plus fidèle à l'entreprise dans laquelle il a pu investir. La conséquence est directe sur la rémunération des Dirigeants des grandes entreprises. Car, comme pour le sport et pour les stars, on est prêt à dépenser des sommes astronomiques si on trouve la perle rare qui va permettre de gagner, que ce soit le football ; le rendement des investissements.
- Parallèlement à ces acteurs, la démocratie est en difficulté et risque de plus en plus de disparaître. Le politique, en effet, ayant tendance à répondre à cette même demande en voyant effectivement le bienfait du développement de richesses à travers ce dispositif hyper libérale.

Les conséquences sont celles que nous connaissons.

On voit bien par là que la grande distribution, par exemple ne fait qu'agréger les pouvoirs d'achat des individus, c'est-à-dire elle est un intermédiaire du consommateur qui fait pression sur les prix.

De même la bourse, les banques et les organismes financiers consolident les flux financiers des individus, riches ou moins riches et devient le relais opérationnel de l'investisseur pour maximaliser son placement.

On réalise aisément que les boucles systémiques se consolident entre nos désirs individuels et les acteurs qui en réalisent l'ingénierie opérationnelle.

On pourrait pendre cette publicité de SONY, c'est moi qui fait ce rapprochement hasardeux, Vous l'avez rêvé, les traders, les entreprises l'ont fait pour vous.

Et c'est bien un constat de schizophrénie. En effet nous sommes tous consommateurs et investisseurs à des degrés divers et nous contribuons au système en exigeant des prix les plus bas possibles et un rendement de nos économies et de nos retraites, (pour les américains). En face de cette logique nous demandons une protection en tant que citoyen qui est contredite par nos exigences.

Il y a ainsi contradiction entre nos désirs individuels et notre demande au niveau collectif. Les frontières des entreprises disparaissent et les grosses entreprises ne sont plus nationales. Les Etats eux sont restés nationaux. Il y a évidemment un retard à l'allumage de la part du politique sur l'économique.

Voilà la thèse de Robert REICH.

Rien de neuf sous le soleil dans cette description, c'est le principe du capitalisme qui est un puissant facteur de développement et de création de richesses. Il est vrai que pendant cette période, le développement du PIB a été extraordinaire.

- Le PIB des US a triplé entre 1973 et 2006,
- Le Dow Jones stable pendant 60 ans est passé de 1000 points en 1973 à près de 12 000 points dans les années 2000.
- La productivité a augmenté de 80% dans cette même période. En 2006, les salariés américains produisaient 30% de plus par heure travaillée qu'ils ne le faisaient 10 ans plus tôt.

Oui, indiscutablement et REICH n'est pas prêt de revenir à l'économie soviétique.

Il fait bien la distinction entre le capitalisme et le super capitalisme.

Trois facteurs « systémiques » de ce super capitalisme sont à l'œuvre :

- Le développement de la technologie, notamment
 - ↳ les systèmes d'information avec le support de l'informatique et d'internet, qui fluidifient la circulation de l'information,
 - ↳ La logistique qui fluidifie la circulation des biens et services,
- La mondialisation qui ouvre le champ et des marchés et des échanges de production,
- La dérégulation qui elle constitue un facteur accélérateur du dispositif car il permet de jouer sur la différence des règles du jeu entre pays et nations, l'accélération de l'information, la différence de droits permettant de s'engouffrer dans les brèches,

2. COMMENT EN ES-T-ON ARRIVE LA ?

2.1. La société américaine de la fin de la guerre à 1973

REICH distingue plusieurs périodes :

- De la fin de la 2^{ème} guerre mondiale à 1973
- Des années 1970 à 1980
- De 1980 à nos jours,

Avant 1973, le pouvoir économique appartenait aux grandes entreprises, aux salariés syndiqués et aux politiques.

Après 1971, abandon de l'étalon or, 1973, crise du pétrole, le pouvoir économique est passé aux consommateurs et aux investisseurs au détriment des grandes entreprises et des salariés et des Etats.

Pourquoi ?

REICH montre très bien comment fonctionnait l'économie américaine d'après guerre :

- Constitution de grands oligopoles type FORD qui produisait en grande série des biens satisfaisant la demande, économie de production avec une souci social de ses employés, création de systèmes de santé et de prévoyance, certes facultatifs et fonction du niveau de rémunération, mais efficace,
- Intervention de l'Etat pour de grands projets

Il y a avait ainsi concordance d'intérêts entre les industriels, les salariés et les politiques. Mais le système était relativement peu ouvert vers l'extérieur, se suffisait à lui-même. Cette industrie n'était d'ailleurs pas nécessairement très innovante. On le constate d'ailleurs aujourd'hui dans l'effondrement de l'industrie automobile américaine qui avait relativement peu anticipé les évolutions du marché et vivait culturellement sur ce modèle « fordiste » d'après guerre.

L'innovation venait pendant cette période surtout du secteur de la défense. En effet, en raison de la guerre froide, la concurrence avec les soviétiques a conduit les Etats-Unis à investir fortement dans l'armement et les moyens technologiques avancés, entre autres les systèmes d'information. Internet a son origine dans cette logique.

C'est donc le secteur militaire qui a été le moteur de l'innovation et qui a eu de plus en plus de retombées sur le secteur industriel privé surtout à partir des années 1970 et encore plus 1980.

Dans cette première période, REICH parle d'un capitalisme démocratique.

2.2. L'irruption de la concurrence acharnée en 1973

L'ouverture en dehors des frontières, la mondialisation de l'économie, l'autorisation donnée aux fonds de pension américains d'accéder à la bourse pour valoriser leurs avoirs changent la donne. C'est à partir de cette période 1973 que germent les graines du super capitalisme.

Il y a l'irruption d'une concurrence acharnée qui conduit les entreprises à réduire leurs coûts de manière drastique.

Il cite abondamment à ce sujet, entre autres, l'exemple emblématique de l'entreprise WAL-MART. En effet, avec la concurrence, WAL-MART est devenu un champion des prix bas mais évidemment avec une réduction des coûts, achats exports, compression des salaires, réduction voire suppression des prestations sociales, (ce qui n'est pas possible en France), différence fondamentale avec le système américain). Cet exemple illustre l'évolution progressive et généralisée des grands groupes américains vers la réduction des coûts et le rendement du capital, ce qui explique parallèlement l'explosion de la capitalisation boursière.

En conséquence, la production horaire du travail a augmenté sérieusement alors que la rémunération horaire réelle correspondante augmentait beaucoup moins. Par contre la rémunération du capital explosait.

2.3. L'entreprise peut-elle avoir un comportement socialement responsable ?

Voilà une question clé ?

L'exemple de WAL-MART est emblématique. En effet, REICH montre bien que chaque fois qu'une entreprise a essayé d'avoir une attitude socialement responsable, rémunération, prestations sociales, prévention, retraite, elle perdait en compétitivité et en rentabilité, voire elle disparaissait. Si elle ne répond pas à la pression du marché, consommateur et investisseur, les autres le font. Elle est donc condamnée à poursuivre cette course en avant.

La réponse de REICH est nette. Il ne faut pas demander à l'entreprise, dans le contexte de dérégulation actuelle d'être socialement responsable. Ca ne veut strictement rien dire. Elle ne le peut pas. Elle n'a que 2 objectifs :

- Satisfaire la demande du consommateur en y répondant mais aussi en se différenciant par un avantage concurrentiel qui va vers l'innovation et l'offre de services générant de nouveaux besoins, (boucle systémique).
- La rémunération du capital investi.

Même si elle le souhaite, l'entreprise ne peut pas. C'est au politique d'agir.

Dans cette lutte acharnée à la prise de marché, l'exemple qui fait froid dans le dos est celui de GOOGLE, YAHOO et MICROSOFT. A la demande du gouvernement Chinois, YAHOO a donné tous les noms et adresses mails des chinois qui avaient échangé des mails lors des manifestations de Tienanmen, ce qui a conduit à l'arrestation des personnes concernées. C'est ainsi que l'arrestation et la condamnation à 8 ans de prison de dissidents chinois grâce à la coopération de YAHOO a été avérée. De même MICROSOFT a supprimé des blogs que le gouvernement chinois n'appréciait pas. De même CISCO a mis au point pour la police chinoise un système internet sans fil permettant une écoute automatisée des conversations téléphoniques, de surveiller les utilisateurs individuels, y compris en vidéo et de scanner automatiquement tous leurs courriels.

Lors d'une confrontation des Dirigeants de YAHOO avec les députés du Congrès, l'un des députés stigmatisant ce comportement a fait référence à Anne FRANCK écrivant son journal dans son grenier précisant que, si elle l'avait écrit aujourd'hui par internet, Yahoo l'aurait livrée aux allemands.

L'enjeu de l'implantation en Chine était le point clé.

2.4. La destruction de la démocratie et la faiblesse des politiques

Dans cette lutte acharnée, les entreprises recherchent les avantages concurrentiels qu'elles peuvent développer et défendre. Sur ce point, REICH montre l'explosion du monde des avocats et des lobbyistes pendant cette période. Toutes les entreprises ont investi des sommes importantes pour créer des bureaux de lobbying à Washington ayant pour mission d'agir auprès des députés et sénateurs et des membres du gouvernement pour conserver des avantages concurrentiels. Ceci se traduit notamment par le financement des campagnes des hommes politiques, des campagnes d'information ou de désinformation sur des textes en gestation pour en empêcher la mise en œuvre. Ceci est particulièrement vrai sur les règles d'importation et d'exportation et bien entendu sur les problèmes d'environnement. Par le lobbying, l'entreprise cherche à maintenir et à verrouiller ses avantages concurrentiels sans aucun souci écologique, sauf s'il devient à son tour un facteur de bonne image et d'avantage concurrentiel.

On touche du doigt parce constat la problématique du court terme et du long terme. Quelques chiffres donnent le vertige :

- Les dépenses de campagne électorale en dollars sont passées de 200 M dans les années 1970 à 1 MM dans les années 2000,
- Le nombre de lobbyistes inscrits à Washington, est passé de 4 000 dans les années 1970 à 33 000 dans les années 2000.
- Les sommes consacrées au lobbying sont passées de 200 M de dollars en 1987 à 2 MM de dollars en 2005,
- Le nombre d'avocats inscrits au barreau de Washington, est passé de 16 000 en 1974 à 77 000 en 2004.

On constate le même phénomène à Bruxelles qui comptait en 2005 une dizaine de milliers de lobbyistes représentant les grands groupes industriels mondialisés.

3. L'AVENIR, COMMENT EN SORTIR

Le changement du comportement est à la base du système. Il y a cependant un point fondamental que précise très bien REICH à la fin de son livre.

Je cite :

« Le bonnes affaires proposées aux consommateurs et aux investisseurs polluent l'air que nous respirons, remplissent les ondes de sexe, de violence et nos estomacs de « Junk Food ». Elles impliquent parfois de bafouer les droits de l'homme à l'autre de la planète ou de faire travailler de jeunes enfants en Aise du Sud-est. Tant qu'elles sont légales, tant qu'elles donnent satisfaction aux consommateurs et aux investisseurs, les entreprises et leurs dirigeants continueront à se battre pour les offrir au public.

Cela ne les rend pas acceptables pour autant, la seule manière d'empêcher les entreprises de proposer aux consommateurs et aux investisseurs de bon prix et une bonne rentabilité obtenus grâce à des décisions que le citoyen réprouve, c'est de les rendre illégales.

Il est illogique de reprocher aux entreprises d'appliquer les règles du jeu actuellement en vigueur ; si l'on veut qu'elles jouent autrement, il faut changer les règles du jeu. »

On voit par là 2 pistes de solution :

- Le rôle noble du politique sous la pression démocratique du citoyen pour changer les règles du jeu, vaste chantier à entreprendre à tous les étages de la planète, de l'Etat nation aux regroupements d'Etats, Europe, monde...
- Le changement de comportement de l'individu dans l'expression de sa demande de consommation, problématique éthique, aussi un vaste chantier.

Mais on voit bien dans cette crise l'interaction systémique de tous ces facteurs de notre mode intriqué. Il est inutile de vouloir résoudre le problème strictement au niveau technique des règles.

Nous sommes devant une secousse historique, amplifiée par les phénomènes écologiques. La survie de l'espèce passe par une évolution des comportements individuels et collectifs. L'un ne va pas sans l'autre.

Beau programme !